

<b>Zeitschrift:</b>	Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
<b>Herausgeber:</b>	Société d'Etudes Economiques et Sociales
<b>Band:</b>	49 (1991)
<b>Heft:</b>	4: Agriculture : état des lieux à l'occasion des quarante ans de la loi fédéral sur l'agriculture
 <b>Vorwort:</b>	Editorial
<b>Autor:</b>	Tschopp, Peter

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 18.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## ÉDITORIAL

Peter TSCHOPP  
*Professeur d'économie  
politique et nationale,  
Université de Genève*

La loi fédérale sur l'agriculture - outil de base de la politique agricole suisse - a désormais quarante ans d'existence. Aux yeux des responsables de la Société d'études économiques et sociales, une occasion à marquer, sinon à fêter.

Outre l'anniversaire de la loi-cadre sur l'agriculture, l'événement international suggérait également une tentative de bilan.

L'Uruguay Round tente de soumettre le commerce international des denrées agricoles à un régime compatible avec les règles générales du GATT ou, du moins, de négocier un compromis acceptable entre les deux blocs aux intérêts clairement divergents en matière agricole que forment les Etats-Unis et la Communauté européenne.

La politique agricole suisse sera touchée à ses racines par cette négociation au sommet, sur laquelle elle n'a de fait aucune influence, mais dont elle devra accepter l'issue.

Si, au sein du GATT, la Suisse agricole trouve dans la CE un allié objectif dans la défense de ses intérêts face aux revendications américaines, cette même CE apparaît sur l'échiquier européen sous un tout autre jour. Surtout depuis le 22 octobre 1991, c'est-à-dire depuis que le Conseil fédéral a placé la participation de la Suisse à l'Espace économique européen dans la perspective d'une adhésion à la Communauté. Du coup, l'agriculture et, avec elle, la politique agricole toujours marquée du sceau de l'autarcie, se voient confrontées à une réforme de structures sans précédent.

La Revue Economique et Sociale est également attentive au profond changement de climat qui caractérise l'acceptabilité de la politique agricole. De récentes votations populaires montrent qu'il arrive désormais aux citoyens-contribuables de lâcher l'agriculture. Quant aux consommateurs, dans la mesure où ils habitent la périphérie du pays, ils s'approvisionnent de plus en plus systématiquement en lait et viande dans la CE.

Enfin, en lancant ce cahier spécial, notre Revue a voulu suppléer à une carence linguistique manifeste. La politique agricole suisse parle en effet quasi exclusivement allemand. Très rares sont les contributions et analyses disponibles en français. Voilà donc une lacune de comblée.

Il me reste, et ceci au nom du Comité de direction de la Société d'études économiques et sociales, à remercier de leur précieux concours l'ensemble de nos prestigieux contributeurs. J'aimerais aussi les féliciter de la clarté de leur propos et, par endroits, de leur remarquable franchise.

Les profondes mutations auxquelles notre agriculture devra faire face exigent que l'on mette à plat les problèmes et que l'on s'attelle d'urgence à leur solution moyennant des propositions concrètes et opérationnelles.

La Revue Economique et Sociale espère fournir par ce cahier spécial une contribution en guise de lever de rideau à la publication du 7ème Rapport sur l'agriculture, que l'on nous annonce pour mars 1992.